

AP N° 2024-MD-88-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**  
**à l'encontre de la société SMURFIT BAG IN BOX de respecter les prescriptions**  
**relatifs aux analyses de substances per et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux concernant ses**  
**activités situées sur le territoire de la commune d'Epernay (51200)**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;  
**VU** l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;  
**VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2011 autorisant la société SMURFIT BAG IN BOX située à Epernay pour des activités de fabrication d'emballages et de contenants en film plastique ;  
**VU** le rapport du 22 avril 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées.

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant est concerné, de par ses activités de transformation de polymères sous la rubrique 2661-1A, par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-cité ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant doit réaliser des analyses des PFAS et AOF (Fluor organique adsorbable) sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyses à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. ».*

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société SMURFIT BAG IN BOX, située Quai de l'Île Belon à Epernay, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de fabrication d'emballages et de contenants en film plastique, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après :

*« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».*

### Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 5

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le maire d'Epernay qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la société SMURFIT BAG IN BOX - Quai de l'Île Belon - B.P. 21064 - 51318 EPERNAY cedex.

Châlons-en-Champagne, le **03 MAI 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU